Quelle statégie pour LR ? suite

Posté le : 17 juillet 2022 12:00 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Crise systémique, Attitudes, Réforme, Economie et politique

L'effondrement de LR est un cas d'école pour la science politique, comme l'est de déclassement français. Plus d'hôpitaux, plus de justice, plus de police, plus d'école, plus d'université. À peine d'armée. La bourse s'effondre. Les marchés immobiliers et autres se bloquent. La construction automobile est arrêtée. On sait déjà que la France ne sera pas chauffée l'hiver prochaine. L'inflation flambe. La dette flambe. Plus personne ne dirige rien. L'Allemagne privée d'énergie par l'effet de l'imprévoyance des Grünen est en grand risque d'un collapsus économique brutal. L'Euro s'effondre. Mme Hidalgo n'en finit pas de ruiner la capitale. Tout va très bien Madame la Marquise.

On peut penser que réfléchir au sauvetage de LR fait partie de ces distractions qui signalent l'esprit curieux mais un peu décalé. Après tout, ce qui peur arriver à un parti qui s'est condamné tout seul et qui se retrouve à l'état de carcasse vide est anecdotique. D'autres forces se sont implantées. Malheur aux vaincus !

Après avoir rappelé les méthodes employées pour sombrer examinons s'il reste des possibilités de revenir dans le grand jeu, c'est-à-dire de retrouver une majorité nationale.

Il faut tenir compte de l'adversaire. Emmanuel Macron n'a jamais eu l'intention de diriger le pays. Il a merveilleusement manœuvré pour conquérir le pouvoir mais il a été entravé pendant deux par les conditions mêmes de sa réussite présidentielle. Début 2020, il est sans bilan et mortifié. Il est sauvé par la crise du Covid. Mais les deux années sont occupées exclusivement à distribuer des cadeaux aux électeurs pour se faire réélire. Plus de 85 milliards de cadeaux au peuple. Du jamais vu ! Une fois élu, aucun programme, aucune idée de gouvernement ! Rien, comme d'habitude de la com', des postures et des mensonges éhontés. Et des habiletés d'évitement : maintenant que je suis élu, ne comptez plus sur l'argent magique. Il va falloir que VOUS SOYEZ ÉCONOMES ET SOBRES. Plus cynique, on ne peut pas ! On mélange allègement les contraires lors de l'interview du 14 juillet : nous relançons le charbon, mais personne n'a fait plus que moi pour l'écologie et on va accélérer. Enfin surtout vous parce que moi je n'ai plus rien à donner. Bien sûr qu'il faut du pouvoir d'achat : au pays d'aller le chercher en travaillant plus. Maintenant il va falloir que tout le monde soit responsable sauf moi. Moi je règne sans diriger. Blablabla ! »

« Et je vais continuer à crâner et à en faire qu'à ma tête : le parlement devra avaler mon initiative de créer une chambre de la reconstruction « associant les forces vives ». Que le Parlement se débrouille. Et j'organiserai des référendums sur les sujets qui m'amuseront et qui embêteront mes adversaires. »

L'important pour Emmanuel a toujours été la posture : « Je suis en charge, institutionnellement, de l'avenir d'un grand pays qui a de grands atouts et qui y arrivera. Je donnerai des leçons à tous et à tout moment. Sauf grosse catastrophe, mais j'ai averti qu'elle arrivait, donc je ne crains rien. Ce seront les Français et l'opposition qui seront responsables ».

La tactique de Mme Le Pen, dédiabolisation et caresses à ses chats, tout en offrant ses services pour sortir du blocage institutionnel à la « chambre », ressuscitée, a ceci de cruel que toute personne qui prétend avoir une idée passe aussitôt pour être un foldingue à la droite de la droite. Le RN en grand modérateur, on aura tout vu. Mais c'est la garantie du gain de la future présidentielle pour madame le Pen. Macron ne protégeant rien ni personne, le vote utile sera pour quelques dizaines de millions

d'électeurs de se mobiliser contre le néocommunisme mélenchonien en ralliant la famille de Montretout. À chaque fois que Macron voudra prendre la main au parlement, « elle dira mais oui je vote à deux mains » laissant aux autres « l'irresponsabilité » supposée.

Un tel contexte tactique à l'Assemblée nationale est très difficile pour LR.

La minuscule phalange des LR de l'Assemblée est piégée. Elle n'a que deux solutions ; accepter le piège ; ne pas entrer dans le piège.

Accepter le piège est évidemment de jouer le rôle de parti charnière décidant projet par projet, ce que sera la politique, en cogestion avec le pouvoir. LR assumera aussitôt la responsabilité de la situation exécrable que tous constateront à la fin de l'année et pire encore pendant l'hiver. Irresponsables et coupables !

M. Luc Ferry et d'autres militent en ce sens. Faites un pacte de gouvernement, même simili ! Exigez quelques têtes et quelques mesures farouches ! Prenez des places ! Et adieu va ! Si Emmanuel Macron veut faire le malin il sera facile de le renvoyer dans les cordes. Une fois. Deux fois. Mais à la longue c'est lui qui tient le revolver. LR va s'user sans gloire à faire passer les mesures les plus difficiles qui ont été différées pendant 5 ans.

Faute d'avoir voulu bâtir un vrai projet, LR n'a rien à négocier sinon des questions de personnes qui n'intéressent qu'elles seules.

Compte tenu des circonstances, entrer dans le piège est beaucoup trop risqué et ne peut apporter que des mécomptes.

Mais comment échapper au piège sans perdre sa réputation dans les difficultés du moment et en l'absence de majorité parlementaire pour le gouvernement ?

La seule solution, c'est de sonner le tocsin et de montrer que la gestion erronée et démagogique de M. Macron va conduire à une situation dramatique dès l'hiver prochain. Oui, On va vers le drame. Le rôle de LR est de montrer qu'Il appartient au gouvernement de prendre conscience de la situation et de présenter un véritable plan pour surmonter les erreurs qu'il a commises pendant les deux dernières années et qui s'aggravent.

LR doit indiquer que le parti n'a aucune responsabilité dans cette situation dramatique qui est la conséquence directe de la gestion cynique et démagogique de M. Macron et de son impéritie. Il lui appartient désormais de présenter au Parlement un plan de sauvetage et d'en assumer la violence. Il dispose de tous les pouvoirs constitutionnels nécessaires pour assumer son devoir. Si après 5 ans d'inaction il considère que les Français doivent partir à la retraite à 66 ans et travailler 40 heures par semaine, qu'il lance un referendum. S'il faut désormais imposer une frugalité terrible après tant de chèques et de gratuités, il dispose du 49.3.

Que M. Macron et son étrange gouvernement assument leurs responsabilités et affrontent l'hiver économique qu'ils nous ont préparé sans demander de supplétifs. Une autre politique aurait été souhaitable. Maintenant que les dégâts sont là, que les responsables les réparent !

De leur côté les LR doivent entrer en loge pour redéfinir et leur identité et leur projet et leur nom et leurs structures et leur programme de redressement national, tout en valorisant les équipes solides qui auront à prendre le relais. Il lui faudra à peu près 18 mois à compter de septembre 2022.

Dès 2023, LR sera capable de proposer un plan alternatif de redressement, ajustable en fonction des résultats de l'évolution de la situation. Et se présentera comme étant prêt à faire face à toutes éventualités. Si la dissolution est devenue inéluctable, LR sera là. Si le gouvernement est exsangue et qu'il faut un gouvernement d'union nationale ; LR sera là et en demandera la direction.

Mais il va falloir travailler et sortir du néant identitaire et programmatique.

Selon quelles grandes directions ?

1. LR est d'abord une union pour la Ve République et la défense des institutions est son domaine privilégié. Les partis centristes et socialistes ont voulu abîmer cette constitution, en même temps que le souci de renforcer l'idée fédérale en Europe l'a partiellement privée d'efficacité.

La solidité française et la force de son avenir passent par une défense et un renforcement des institutions, permettant une gestion responsable dans la durée, tout en assurant que la souveraineté nationale peut s'exercer.

Les institutions de la Ve République sont un bien commun et elles doivent être protégées et restaurées. Qu'on cesse de les détruire ou de les dénaturer soit par des réformes dangereuses soit par des comportements dangereux.

1. LR est le parti des grandes questions régaliennes d'abord. La France n'est pas rien et n'entend plus laisser des irresponsables la plonger dans la poussière du déclin systémique.

Restaurer une armature régalienne forte est la vocation spécifique de LR contre des partis qui veulent continuer leur travail délétère de destruction de la justice, de l'enseignement, de l'armée, de la police, de la paix civile, de la souveraineté.

1. La seconde orientation est complémentaire de la précédente. LR doit convaincre que lui ,et lui seul, porte un espoir de redressement national. **Ce qui veut dire que sur toutes les grandes questions nationales, le parti doit avoir un diagnostic clair et des propositions dont l'efficacité ne peut pas être contestée**. Ayant enfin un propos fort à tenir, il faut des porte-voix convaincus et qui savent argumenter sans faiblesse. La chanson précède le chanteur. Mais quand elle est là elle doit être chantée haut et fort et par tous.
2. Lorsque les conséquences des inconséquences seront patentes, c'est-à-dire cet hiver, on verra que la situation est grave et que la question nationale ne dépend plus de mesurettes et de démagogies diverses. On est sur un chemin de guerre civile et d'effondrement. La question de savoir s'il faut être modéré ou non ne se posera plus parce que la situation ne sera pas modérée et les apaisements verbaux ne fonctionneront plus.
3. Il faut dès aujourd'hui acter que le socialisme à la Hollande ou à la Macron, comme le centrisme délétère et l'européisme fanatique ont conduit à une impasse nationale tragique qui engage les auteurs de ces politiques et au premier chef Emmanuel Macron, LREM, et les pitoyables ralliés LR qui ont cru devoir s'associer au désastre par ambitions personnelles. Il faut inlassablement marteler « la responsabilité des irresponsables » qui nous gouvernent depuis plus de dix ans. Ils ont réussi à tromper les Français mais maintenant la réalité est là.
4. Il faut également marteler que si des erreurs gravissimes nous ont conduit dans le trou, les corriger nous permettra d'en sortir. Les erreurs doivent être dénoncées sans faiblesse. Et la démonstration doit être faite qu'en les arrêtant la situation s'améliorera.
5. LR ne pourra pas faire l'économie de mesures fortes et symboliques qui fixeront solidement dans l'opinion l'armature de son identité et de son ambition. Les LR ne doivent pas avoir peur du « qu'en-dira-t-on ? » de gauche et assumer de grands choix critiques parce que justement ils sont critiques et qu'on ne peut passer outre sans se priver des seuls moyens nécessaires au redressement.

Sur tous les grands sujets, il faut qu'un congrès passe en revue toutes les options et tranche explicitement après des débats approfondis, prenant le temps nécessaire. Il n'est pas question d'établir un catalogue a priori mais de poser le problème, de lister les solutions, de déterminer celles qui seront les plus efficaces et de décider ce qu'on accepte de faire ou de ne pas faire en fonction du niveau de pourrissement constaté.

Donnons trois exemples.

Acquisition de la nationalité : compte tenu de l'importance nouvelle prise par les migrations et les mouvements de population, est-il justifié de conserver les procédures basées sur le droit du sol ? Pourquoi ne pas édicter qu'on ne devient français automatiquement que par filiation, c'est-à-dire lorsqu'on est enfant d'au moins un parent Français ? Naturellement on peut toujours devenir français par naturalisation. Alors où est le changement ? Seulement la suppression de l'automatisme de l'acquisition de la nationalité française par des enfants nés en France de parents étrangers même si le droit de la nationalité de leurs parents leur donne automatiquement une nationalité étrangère.

Ces formules de droit du sol (issues de l'ancien régime et bannies à la révolution) ont été ajoutées en France pour faire face aux pertes liées aux guerres napoléoniennes puis au déficit démographique du XIXe siècle. Rien que de très circonstanciel. Ensuite, dans ce pays de conscription, il était anormal que les enfants d'étrangers ayant toujours vécu en France ne fassent pas leur service militaire. Mais il n'y a plus de service militaire en France ! Les difficultés d'intégration des enfants d'immigrés notamment musulmans, réduisent l'intérêt d'une démographie importée automatique. Les régimes sociaux qui permettent « la gratuité de la vie », de la naissance à la mort, ne peuvent survivre que s'ils ne s'adressent qu'à des nationaux. La suppression des frontières, de jure à l'intérieur de l'Europe, de facto à l'extérieur, et l'extension des flux démographiques temporaires, pour le plaisir ou pour le travail, se conjuguent pour alimenter un maelström démographique déstabilisant. Une procédure de naturalisation **après vérification d'intégration** paraît une bien meilleure solution qu'un quasi-automatisme de principe.

Une autre raison à l'ajustement de la législation sur l'acquisition de la nationalité tient à « transition énergétique » qui conduit à des politiques extrêmement restrictives et coûteuses, notamment en matière d'occupation des sols (le « zéro artificialisation nette ») qui interdisent la couverture de milliers d'hectares de constructions neuves dans les campagnes autour des villes. Il va falloir construire les villes nouvelles sur les villes anciennes, ce qui est incompatible avec une immigration de masse et la distribution de « droits-à » au monde entier.

Dernière dimension : le vieillissement et la dénatalité des nationaux. Le développement des avortements et du soutien à une contraception active a provoqué une évaporation de nouveaux français : une perte de près de 500 000 par an. Le chiffre est facile à calculer : vous prenez le nombre des naissances rapporté à la taille de la population en 1970 et vous l'appliquez à la population actuelle. C'est un déficit tragique. Nous avons une obligation de restaurer une meilleure natalité nationale, ce qui implique de soutenir la natalité nationale de façon différenciée de la natalité étrangère, avec des aides massives à la naissance du troisième enfant.

On voit que dès qu'on laisse de côté la langue de bois et qu'on s'attaque aux difficultés concrètes, sans se préoccuper d'autre chose que de l'intérêt national, aussitôt des cohérences s'imposent, des justifications se mettent en place et un discours cohérent et défendable peut être tenu aux Français. L'unité du parti ne se fait plus autour de slogans mais d'une politique concrète qu'il s'agit de défendre et de valoriser auprès de l'opinion. Lorsqu'on a commencé à tirer le fil, vient la corde, puis le câble, puis la chaîne puis tout le croiseur lourd armé pour mener une politique de redressement national.

Deuxième exemple : la France a laissé filer la délinquance et, débordée, ne parvient plus à assurer la sécurité des biens et des personnes. Cela date des années soixante dix et du succès du slogan : il est interdit d'interdire. On a retiré le couvercle qui était mis sur la délinquance et on a désarmé la justice sur la délinquance de rue pour la concentrer sur la « délinquance bourgeoise », celle des hommes, des puissants, des notables. Nous avons désormais une justice de classe et de genre qui a abandonné la petite délinquance, refusé de lutter durement contre les exactions violentes contre les

biens et les personnes, proscrit l'emprisonnement, laisser les récidivistes récidiver à l'infini. La doctrine justicialiste règne un peu partout dans le pays et dans les instances judiciaires. La rue est redevenue dangereuse, avec des dizaines de milliers d'actes de « dépouille » en réunion, le sommet du genre ayant été le **couloir de la honte** à la sortie du Stade de France lors d'une finale européenne de football, avec des centaines de voyous délestant violemment les spectateurs sur le chemin du métro, en toute impunité. Le trafic de drogue n'est plus contrôlé. On circule à moto avec des Kalachnikov à Grenoble, avec la bénédiction de l'extrême-gauche qui a gagné la mairie.

LR s'est interdit toute action autre que verbale (le Karcher sarkozien) à l'instar du centrisme mou façon LREM. Emmanuel Macron ne cesse d'annoncer des places de prison jamais construites. On a laissé tout le discours sécuritaire au petit parti de la famille Le Pen qui en a fait son fonds de commerce sur le mode protestataire et outrancier.

C'est d'autant plus choquant que la Vème République s'est construite autour de la volonté de sortir de la guerre civile et de mettre fin aux exactions des factions algériennes et de l'OAS. **L'ordre public est un pilier de l'action gaulliste.** Dans une période où une partie des musulmans revendiquent leur droit d'imposer le Coran et la charia au monde entier, si nécessaire par la violence et l'assassinat, et tuent des Français sans vergogne, **le retour à l'ordre n'est pas une option pour LR**. Nécessité fait loi et n'avoir dans ce domaine qu'un étalage de postures sans aucun discours construit est une honte.

Si LR doit être le parti de la Ve République et du redressement national, il faut revenir aux fondamentaux et tenir un discours fort, argumenté et justifié. Le premier acte fort est de proposer **le retour à la Cour de sureté de l'Etat.** Les atteintes graves à la sécurité de l'état doivent faire l'objet d'un traitement fort et sans pitié. Sans simagrées. C'est la cour de sureté de l'état qui a permis de vaincre et l'OAS et les factions algériennes en conflit sur notre territoire. C'est à cet instrument d'éradiquer la violence systémique et les acteurs de la guerre civile portée par les islamistes. La Cour de sureté de l'état est un gage de sécurité publique et non le symbole d'une absence de droit. Les grands délinquants savent à quoi s'en tenir comme les blackblocs et autres mouvements trotskistes de destruction de l'état afin de préparer la révolution.

La gauche a détruit les instruments permettant de maintenir l'ordre public et rendu la société vulnérable à ses ennemis et à la délinquance violente de masse. Il n'y a aucune raison que le parti de la Vème République n'en fasse pas le constat et ne propose pas de revenir aux institutions mises en place par le Général de gaulle. Ce n'est ni Macron, ni Le Pen ni la Nupes qui viendront sur ce terrain. LR a donc une spécificité à défendre qui correspond aux nécessités impérieuses du moment.

Restaurer la Cour de sécurité permet de reconstruire totalement la politique judiciaire et de répression de la délinquance. Le but est de construire une politique complète, dont presque tous les éléments sont connus mais que la crainte du qu'en dira-t-on de gauche fait mettre de côté pour ne pas être « extrêmisé ». L'important est de revenir à une sécurité intérieure manifeste et assurée. Le reste, ce ne sont que des criailleries gauchardes.

Troisième exemple : la législation européenne et la question de la perte de souveraineté française sur des sujets vitaux.

Nous venons de vivre une séquence absolument ahurissante. Quelle est la décision récente la plus impliquante pour l'avenir français, celle qui aura le plus de conséquences éventuellement tragiques pour la vie quotidienne des citoyens et les plus grave pour l'avenir commun ? C'est évidemment la décision d'abandonner radicalement à court terme le moteur thermique. Ce projet a-t-il fait l'objet d'une discussion pendant la campagne présidentielle ? Pas un mot. La discussion at-elle eu lieu pendant la campagne législative ? Pas un mot non plus. Le parlement européen a validé le plan de la Commission mais les électeurs, lors des élections européennes ne savaient rien des projets que ses

délégués auraient à discuter. 71% des Français, selon un sondage Harris, s'oppose à la disparition des voitures thermiques !

Ce qui frappe, c'est l'absence totale d'étude d'impact. Quel le coût de cette mesure pour la France ? Quelles sont les conséquences sur la balance des paiements ? Quelles sont les impacts sur l'emploi ? Les finances publiques en sortent dans quel état ? Où vont le PIB et l'inflation ? Quel résultat réal sur la température et le dérèglement climatique ? La France n'a-t 'elle pas des spécificités à faire valoir ? Pas un mot ! Silence !

L'Union Européenne pour toutes les parties de la législation qu'elle s'est octroyée, et par grignotage, c'est devenu quasiment tout, est un gigantesque trou noir qui absorbe tous les débats et les sort du débat public en France. La presse ne couvre rien de la procédure européenne. Les politiques sont contents de ne pas avoir à prendre parti sur des questions difficiles. L'abandon de souveraineté est caricatural. L'électeur n'a plus aucun pouvoir d'orientation des politiques suivies. On ne crie plus Europe ! Europe ! Europe ! comme un cabri. On se tait comme un ver de terre content de son enfouissement en sous-sol.

Si LR croit que cette attitude de vermine terrifiée lui donne une aura quelconque, l'avenir de ce parti est glauque. Nous avons-nous même essayé de chiffrer avec les moyens du bord le coût de cette politique démentielle : près de 6 mille milliards au minimum, soit 5 ans de valeur ajoutée du secteur marchand français, à financer sur 13 ans. Une absolue impossibilité !

Impact sur le réchauffement climatique : nul au mieux et probablement une aggravation tant le bilan carbone des solutions à mettre en place est mauvais.

Bilan : perte de souveraineté ; ruine ; bilan carbone exécrable. Entendons-nous bien : personne ici ne nie le réchauffement climatique ni la nécessité d'y faire face par une multitude de moyens. Mais quel effroyable bilan ! Et il n'y aurait rien à dire ni rien à faire ?

LR comme héritier du parti qui a créé la Vème république devrait à l'origine et à la tête d'un mouvement massif de contestation de cette horreur majeure qui porte atteinte à l'avenir français. Mais non. Une fois de plus c'est le silence de plomb. Rien à dire. Rien à proposer. Aucune alternative à faire valoir. Rien ! Comme si le néant était une solution d'avenir pour ce parti. Pire encore, à Paris, les instances de LR vont dépenser 45.000 euros pour écouter comme des moutons bien tondus la bonne parole écologiste. Se mettre à la remorque ; baisser la tête ; voilà ce qu'on propose aux cadres de LR à Paris. Exaltant de sottise.

Quelle aurait dû être la position de LR et quel devrait être sa position politique ?

D'abord constater que la perte de souveraineté est excessive, fausse le jeu démocratique et détourne du vote des citoyens rendus impuissants. Il n'est pas possible que des législations aussi contraignantes n'aient pas fait l'objet du moindre débat approfondi en France et qu'une position française n'ait pas été élaborée et défendue. A un moment où la défiance du peuple vis-à-vis des élites et l'abstention spectaculaire, ne rien faire est accepter que les partis ne servent à rien.

Alors, on peut crier à l'abandon de l'Europe de Maastricht comme Michel Onfray, cet abstentionniste structurel. Mais cela n'a pas de sens. La France peut prendre une mesure simple comme bonjour qui ne demande aucune renégociation de traités européens, qui ne présente aucune difficulté constitutionnelle ou autre et qui peut être mise en œuvre extrêmement rapidement : l'obligation d'un débat préalable parlementaire sur les grandes propositions présentées au vote au parlement européen.

C'est le seul moyen d'obtenir une couverture médiatique en France. C'est le seul moyen de provoquer un débat approfondi préalable au vote du Parlement Européen. Cela oblige l'exécutif à présenter sa position et ses justifications. Cela permet d'imposer une étude d'impact national

préalable. Cela force les partis à déterminer leur position vis-à-vis de mesures concrètes. Cela force le gouvernement à dialoguer avec la représentation nationale. On ne voit guère les inconvénients.

Imaginons simplement que LR ait choisi de porter simplement ces trois défis devant la nation. Aussitôt l'oreille de la nation se dresserait. Quoi ? Il y aurait encore une pensée et une volonté dans ce parti moribond et avec des idées directrices fortes qui sont dans son ADN de pilier de la 5e République et qu'il est seul à défendre bec et ongles avec des arguments sensés et forts qui partent de la réalité et entendent la corriger.